

REÇU LE 30 NOV. 2012

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société AKZO NOBEL COATINGS
de respecter les prescriptions du paragraphe 2.5 de l'article 14 de l'arrêté préfectoral
du 11 mai 1992 qui réglemente son site de Montataire.

LE PREFET DE L'OISE

Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législative et réglementaire et particulièrement son article L.514-1 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, modifié par décret n° 2010-146 du 16 février 2010 ;

Vu les actes administratifs délivrés à la société AKZO NOBEL COATINGS pour l'établissement qu'elle exploite dans la Zone Industrielle " Les Bas Près " sur le territoire de la commune de Montataire (60762), notamment l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992 l'autorisant à étendre ses activités de fabrication de résines et de peintures ;

Vu la visite d'inspection de l'inspecteur des installations classées réalisée sur le site de la société AKZO NOBEL COATINGS le 10 octobre 2012 suite à un déversement accidentel de solvant (White Spirit) dans l'atelier de production de l'établissement ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées du 24 octobre 2012 ;

Vu l'avis du chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie du 24 octobre 2012 ;

Considérant qu'en application des articles L.512-3 et L.512-5 du code de l'environnement, les conditions d'installation et d'exploitation jugées indispensables pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 de ce même code, les moyens d'analyse et de mesure ainsi que les moyens d'intervention en cas de sinistre sont fixés par arrêté ministériel ou par l'arrêté d'autorisation et, éventuellement, par des arrêtés complémentaires pris postérieurement à cette autorisation ;

Considérant que lors de la visite d'inspection susvisée, l'exploitant a déclaré que le déversement du solvant dans l'atelier est dû au débordement de la trémie de la ligne de conditionnement numéro 1, que l'incident s'est produit entre **8h30 et 9h00** pendant la pause des employés et, que ceux-ci n'ont eu connaissance de cet incident qu'au terme de leur pause, ce qui est contraire aux dispositions de l'article 14 paragraphe 2.5 de l'arrêté préfectoral 11 mai 1992 qui stipule que : « *Les installations pouvant présenter un danger pour la sécurité ou la santé publique, devront être munies de systèmes de détection et d'alarme adaptés aux risques et judicieusement disposés de manière à **informer rapidement le personnel de fabrication de tout incident*** » ;

Considérant que les prescriptions du paragraphe 2.5 de l'article 14 de l'arrêté préfectoral 11 mai 1992 précité ne sont pas respectées ;

Considérant que ces faits et cette non-conformité sont de nature à porter atteinte aux intérêts protégés par la législation des installations classées tels que mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, en particulier à polluer le ruisseau Thérinet ;

Considérant qu'il convient, en conséquence, et en vue de préserver les intérêts précités, de faire application des mesures prévues à l'article L.514-1 dudit code en mettant la société AKZO NOBEL COATINGS en demeure de satisfaire à cette prescription ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

La société AKZO NOBEL COATINGS, dont le siège social est situé 29, rue Jules Uhry sur la commune de Thiverny (60160) est mise en demeure, pour l'établissement qu'elle exploite dans la Zone Industrielle " Les Bas Prés " sur le territoire de la commune de Montataire (60762), de satisfaire aux dispositions du paragraphe 2.5 de l'article 14 de l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 ci-après, dont les délais s'entendent à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Au plus tard sous 3 mois, les lignes de conditionnement présentes dans l'atelier de conditionnement sont équipées d'un système de détection et d'alarme permettant d'informer le personnel conformément aux dispositions du paragraphe 2.5 de l'article 14 relatif au " Système d'alarme " de l'arrêté préfectoral du 11 mai 1992.

ARTICLE 3 :

Au plus tard sous 1 mois, l'exploitant fait connaître par écrit au Préfet, direction départementale des Territoires, les travaux, améliorations, mesures et dispositions qu'il aura définis en vue de répondre aux dispositions de l'article 2 de la présente mise en demeure.

Il indiquera également l'efficacité attendue de chacune de ces dispositions ainsi que leur échéancier prévisionnel de mise en œuvre.

Ces informations et les documents éventuellement annexés sont produits en double exemplaire.

ARTICLE 4 :

En cas d'inobservation des dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application des mesures et sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement sans préjudice de sanctions pénales.

ARTICLE 5 :

Conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du livre V – Titre 1^{er} du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens. Le délai de recours est de deux mois à compter de la date de notification du présent acte.

ARTICLE 6 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Montataire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie, le directeur départemental des Territoires et l'inspecteur des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le 16 novembre 2012

Pour le Préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Patricia WILLAERT .

Destinataires

Société AKZO NOBEL COATINGS

Madame le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

Monsieur le maire de Montataire

Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie

Monsieur l'inspecteur des installations classées

s/c de Monsieur le chef de l'unité territoriale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Picardie